

# Séminaire « Soutenabilités »

## Contribution - Covid-19 : pour un « après » soutenable

**Nom :** Diplôme d'établissement One Health

**Prénom :** Étudiants

**Institution ou entreprise :** VetAgroSup

**Axe(s) :**

- Quelles interactions humains-nature, mondialisation et pandémies ?
- Quelles relations entre savoirs, pouvoirs et opinions ?

**Intitulé de votre contribution :** Sur quels savoirs fonder les politiques publiques au service d'une seule santé ?

**Résumé de votre contribution :**

De très nombreuses publications traitant des interactions humain-nature, de la mondialisation et des pandémies montrent les limites du référentiel actuel de nos politiques publiques. En effet, les crises sanitaires, locales ou internationales, s'accroissent, s'enchaînent et se ressemblent toutes, malheureusement. Alors, sur quels savoirs fonder les politiques publiques au service d'une santé ? Les parties prenantes se heurtent à des conflits de valeurs, tiraillées entre leurs objectifs, leurs expertises. De nombreuses connaissances existent mais ne semblent pas pouvoir être prises en compte faute d'impact sur les instances décisionnaires. Quitter une approche par secteur d'expertise pour une approche holistique des phénomènes qui touchent à la biodiversité et à la santé semble incontournable pour enfin casser ce cycle infernal. L'approche des problématiques de santé se doit d'être systématiquement multidisciplinaire et ancrée au terrain, qu'on soit au niveau local, national ou international. En construisant dès le début sur les divergences entre les savoirs académiques et non-académiques, expérimentaux, de terrain, en les comprenant et les intégrant au débat, on prépare l'acceptation sur le terrain des solutions par l'implication au maximum de toutes les parties prenantes. Ainsi, faire interagir les sciences sociales, économiques, écologiques et bien évidemment la santé animale et humaine, tout en intégrant les gens du terrain, les locaux fait partie des solutions qui aideront les politiques à prendre des décisions éclairées.

# Appel à contribution - Covid-19 :

## pour un "après" soutenable

*Cette contribution vous est proposée par un collectif de professionnels de divers horizons et participant à la première promotion du Diplôme d'Établissement One Health en Pratique de VetAgroSup.*

Quelles interactions humain-nature, mondialisation et pandémies?

### Introduction

L'être humain, les animaux, les végétaux et toutes les autres formes de vie partagent un habitat commun, un même espace de vie : la Terre. Tout ce qui nous entoure est source de vie : l'air, l'eau, l'alimentation... ce que l'Homme appelle « nature » est trop souvent défini comme un territoire extérieur à exploiter pour ses ressources. C'est en fait le milieu où il vit et dont il fait également intégralement partie, comme le lui rappellent régulièrement de nombreux événements climatiques, géologiques ou bien également infectieux. Ce milieu perçu d'abord dans une échelle locale puis nationale est devenu beaucoup plus global, les technologies aidant. Quoi que fassent ces technologies, y compris les progrès médicaux, quels que soient les organisations politiques, les gouvernements, l'homme reste intrinsèquement lié à et dépendant de son environnement. Et la crise du COVID-19 nous le rappelle... une fois de plus.

De très nombreuses publications traitant des interactions humain-nature, de la mondialisation et des pandémies montrent les limites du référentiel actuel de nos politiques publiques. Sont notamment mis en cause dans ce constat la sectorialité de l'action publique, les types d'expertises mobilisées, la professionnalisation du politique, le *New Public Management*, la privatisation, la relation politique/administration, etc.

Des crises sanitaires récentes comme celles de l'abattage de bouquetins contaminés par la brucellose dans le massif du Bargy, l'abattage de blaireaux dans la gestion de la tuberculose bovine ou encore bien sûr la responsabilité d'un trafic très localisé de faune sauvage dans la pandémie mondiale du Covid 19 nous montrent combien les différentes cultures **et rapports de force** entre les professionnels, les experts, les administrations et les politiques sont un enjeu crucial dans la gestion et la prévention de ces crises.

Une optimisation certaine de ce mode de fonctionnement voire des changements fondamentaux semblent nécessaires. Mais quelles régulations penser, à quelle(s) échelle(s) d'intervention (local, national, international), à partir de quels savoirs et connaissances ?

En résumé, sur quels savoirs fonder les politiques publiques au service d'une seule santé ?

## **1. Problématique : conflit de valeurs chez les différent acteurs**

Les épizooties en élevage liées à des réservoirs de faune sauvage sont un vivier d'exemples de conflit de valeurs parmi des acteurs tous pertinents quant à leur rôle dans la construction des politiques publiques de santé.

Ainsi, la crise des bouquetins du Bargy en est une illustration évidente **au niveau local** voire national. En effet, suite à une contamination humaine via du reblochon, la présence d'un réservoir sauvage de brucellose a été découvert dans une population de bouquetins dans ce massif en 2012.

D'un côté, les agences de santé publique (Anses, ARS...) estiment nécessaire de protéger la santé humaine en évitant toute contamination par la brucellose. Les éleveurs, les chambres d'agriculture, les pouvoirs politiques locaux (ou nationaux) souhaitent de leur côté préserver une activité économique locale indispensable, qui plus est issue d'un savoir-faire traditionnel, reconnu par la population (fabrication de reblochon). S'il existe un réservoir infectieux qui compromet cette activité, il doit logiquement être éradiqué.

De l'autre, les environnementalistes, soutenu par des défenseurs de la cause animale, défendent la cause des bouquetins, indicateur de santé de l'environnement montagnard local. Ces animaux ont bien failli disparaître au 19<sup>ème</sup> siècle, victimes d'une chasse intensive. Les effectifs sont aujourd'hui remontés à des niveaux satisfaisants pour la préservation de l'espèce. Les bouquetins pâturent dans des endroits difficilement accessibles par les autres herbivores sauvages ou domestiques, sur des sommets ou crêtes auxquels normalement, les bovins domestiques n'ont pas accès. L'abattage des bouquetins est donc selon cette partie prenante parfaitement inutile, d'autant qu'il est fait aléatoirement, sans confirmation préalable de la séropositivité des animaux donc de leur infection.

L'Anses a reconnu dans son avis de Juillet 2019 que "*l'éradication de la circulation de l'infection*" n'est pas pertinente et a également souligné "*l'importance d'associer toute mesure de gestion de risque à un objectif préalablement défini*". Néanmoins, après plus de 9 saisines sur le sujet, les "*options de gestion sont épuisées*". À cela s'ajoute parfois le manque de connaissances et de données, concernant l'épidémiologie de la maladie ou les effets attendus de la vaccination des bouquetins. Cela gêne les prises de positions ou de décisions et rend les avis moins convaincants aux yeux de certains.

On voit bien ici le tiraillement des différents acteurs qui ont chacun leurs objectifs, économie, santé, environnement et les difficultés rencontrées pour se parler et obtenir des solutions consensuelles : de nombreuses pétitions circulent encore aujourd'hui contre une campagne d'abattage de bouquetins prévue en 2020.

**Au niveau national**, d'autres crises sanitaires pourraient être évoquées, comme celle de la tuberculose bovine qui a entraîné l'abattage de populations de blaireaux suspectés d'être des réservoirs. Les mêmes acteurs se retrouvent autour de la table avec des enjeux et des problématiques identiques. Pourtant, il existe de nombreux organismes en France qui ont pour vocation de gérer ou d'anticiper les crises sanitaires, qu'elles soient infectieuses ou autres : l'Institut Pasteur, l'Inserm, le Comité national de santé publique, la plateforme ESA (Epidémiosurveillance Santé Animale), les plans nationaux de lutte contre la tuberculose bovine, éco-antibio, Pesti'Home... Ces groupes d'experts, qui ont une connaissance pointue des enjeux sanitaires, se heurtent souvent au terrain dans l'application de leurs préconisations.

Enfin **au niveau international**, la situation n'est pas meilleure : ainsi, l'épidémie de NIPAH à la fin des années 90 est un exemple d'enchevêtrement de paradoxes dans la gestion sanitaire de cette crise.

Pour nourrir des populations asiatiques croissantes et satisfaire donc un besoin fondamental, l'élevage porcin à visée d'exportation s'est intensifié en Malaisie. Dans le même temps, les palmeraies s'étendent au détriment de la forêt. Les chauve-souris, privées de leurs gîtes naturels, se retrouvent en contact avec les hommes et leurs animaux domestiques. La transmission du virus NIPAH a ainsi pu avoir eu lieu. La mondialisation aidant, les porcs transportés dans les pays d'Asie du Sud-Est, notamment Singapour, transportèrent également le virus et contaminèrent les humains loin du pays d'origine du virus.

La réponse sanitaire consista en l'abattage d'un million de porcs contaminés et un travail sur la biosécurité des élevages et du transport (notamment en isolant les porcs dans une île dédiée à cet élevage). Aucune mesure de protection des gîtes de chauve-souris et plus généralement des forêts concernées n'a été mise en place.

D'une manière générale, malgré la multiplication des épidémies (grippe aviaire, SARS, COVID-19...), leurs fréquences de plus en plus fortes, leur internationalisation, les réponses apportées restent globalement protectionnistes et focalisées sur la santé humaine : éviter la contamination sans changer quoi que ce soit aux activités humaines, notamment pour éviter tout impact économique.

Pourtant, de nombreuses études, à commencer par celles de Serge Morand, démontrent l'impact des changements de l'occupation des territoires (pression sur les écosystèmes, fragmentation des espaces), de l'augmentation de la population humaine (augmentation des contacts humain/nature), des flux de biens, humains, animaux sauvages et domestiques (pollution, brassage des espèces), l'augmentation de l'empreinte environnementale individuelle (variable selon pays) et enfin, une perte dramatique de diversité (végétale, animale, des pratiques d'agriculture, culturelle).

Mais la prise en compte de ces informations est laborieuse, les mesures de protection de l'environnement à l'échelle internationales sont peu efficaces et ce, malgré la création d'agences comme l'IPBES (Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et

les services écosystémiques). Si les agences internationales de santé (OIE, OMS) tendent à collaborer ensemble sur certains sujets, leur collaboration avec l'IPBES n'est pas encore effective, ce qui explique probablement les approches mises en œuvre dans les gestions de crises sanitaires, approches dont le COVID-19 nous a une fois de plus démontré sévèrement les limites. Ainsi Josef Settele, Sandra Díaz, Eduardo Brondizio et Peter Daszak, 4 experts de l'IPBES ont souligné dans un communiqué du 27 avril. *'Une seule espèce est responsable de la pandémie de Covid-19 : la nôtre : la déforestation effrénée, l'expansion incontrôlée de l'agriculture, l'agriculture intensive, l'exploitation minière et le développement des infrastructures, ainsi que l'exploitation des espèces sauvages, ont créé les "conditions parfaites" pour la propagation des maladies de la faune aux humains*".

Selon Serge Morand, les animaux domestiques représentent plus de 80 % de la biomasse des vertébrés terrestres et la faune sauvage moins de 2 %. Pourtant, cette dernière est estimée responsable de 70 % des zoonoses et maladies émergentes. Comment dès lors concilier les enjeux d'une politique de santé publique (humaine, vétérinaire) compatibles avec une protection de la santé de la biodiversité déjà fort malmenée ?

## **2. Approche proposée : se fonder sur plus de savoirs**

Une bonne connaissance des problématiques, aussi complexes soient-elles, semble essentielle pour appréhender des solutions.

Comme évoqué dans l'introduction, **au niveau individuel**, il sera nécessaire de redéfinir notre rapport à la nature : l'humain fait partie intégrante de la nature et n'est pas au-dessus d'elle. La maîtrise de la biodiversité par le genre humain n'est tout simplement pas possible.

La réhabilitation des Sciences de la Vie et de la Terre dans le socle commun des acquisitions scolaires à tous les niveaux est ainsi fondamentale.

De même, une solide formation sur l'approche "One Health" pour les professionnels de santé humaine et animale est incontournable pour permettre enfin une collaboration effective qui aurait pu être beaucoup plus efficace en France lors de la crise du COVID-19 (cf. les lenteurs administratives pour obtenir des autorisations des laboratoires vétérinaires à effectuer des tests COVID-19 alors que matériel et compétences étaient disponibles dès le début de la crise).

Repenser nos besoins (essentiels versus non essentiel) permettra également de prioriser les choix, les changements à implémenter. Parmi ceux-là, l'alimentation est un levier clé du changement et cela passe par l'éducation sur les pratiques de consommation, sur les pratiques agricoles, l'origine des produits et leur impact environnemental, au-delà bien sûr de toutes les influences qui vont inévitablement s'exercer, chaque partie prenante cherchant à conserver, protéger à tout prix son secteur, notamment économique.

**Éducation, information et formation** sont donc les trois piliers des actions à mettre en œuvre au niveau individuel.

**À une échelle collective**, locale, nationale ou globale, les actualités nous confirment que les politiques publiques notamment, ne doivent pas attendre d'avoir la "preuve dans le microscope" pour agir.

Par exemple, l'introduction de jardins thérapeutiques dans des hôpitaux psychiatriques (comme le Jardin des Mélisses au CHU de St Étienne) a montré, par la pratique terrain bien avant des démonstrations scientifiques, de grands bénéfices sur la santé mentale des patients hospitalisés. Il est donc temps d'en finir avec une approche purement scientiste du monde pour lui préférer une approche humaniste et holistique, qui inclut les sciences bien sûr mais également bien d'autres facteurs.

Si les connaissances scientifiques sont lacunaires (il reste toujours à découvrir, à démontrer...), elles existent néanmoins. Pour autant, la traduction entre science/expertise et politique est compliquée.

Ainsi, sur la question des liens entre perte de biodiversité et maladies infectieuses, les controverses sont nombreuses et n'engagent pas à l'action : quelle décision prendre en effet quand les experts débattent sans fin et parfois même sur un terrain médiatique qui n'aide pas (cf. la controverse sur l'usage de la chloroquine dans le traitement du COVID-19) ?

On peut bien sûr questionner ici les caractéristiques de la recherche actuelle (financement, court terme, manque d'interdisciplinarité). Mais on doit aussi questionner la définition et le statut de "la science" ou l'expertise mobilisée, qui ne prend souvent pas en compte les expériences locales, les savoirs locaux à la faveur d'une science randomisée considérée comme "sûre" tout en étant parfois incapable de répondre à une question.

L'exemple des bouquetins du Massif du Bargy est particulièrement instructif : nous avons vu que les conflits de valeurs des différents acteurs concernés ainsi qu'un certain manque de connaissances technico-scientifiques empêchent une gestion apaisée de cette crise sanitaire.

La réunion des expertises en santé animale, humaine et écosystèmes en une seule instance est un élément crucial pour assurer une vision globale du problème. Et cela doit se faire à tous les échelons : local, national et global.

Cependant, il ne faut pas oublier les autres acteurs, la population notamment, les économistes, toute autre partie prenante non-experte dans la santé. Leur participation aux débats est importante. De même que l'éclairage des sciences sociales par la participation de sociologues ou d'anthropologues, maillon indispensable dans cette collaboration d'experts. Cela permet non seulement de discuter des solutions techniques envisagées mais de construire dès le début sur les divergences, les comprendre et les intégrer au débat. L'équilibre recherché entre les savoirs

académiques et non-académiques, expérimentaux, de terrain doit ainsi préparer l'acceptation sur le terrain des solutions en impliquant au maximum toutes les parties prenantes.

L'approche des problématiques de santé se doit donc d'être systématiquement multidisciplinaire et ancrée au terrain, qu'on soit au niveau local, national ou international: les populations ne déforêtent pas pour leur plaisir, cela correspond à une économie, une situation locale et globale particulière. Et de même pour les consommateurs qui consomment les produits issus de cette déforestation.

À un niveau plus global, la pluridisciplinarité permettrait de s'attaquer aux injonctions contradictoires des organisations internationales (OIE/OMS/FAO/OMC) à partir de cas concrets (locaux) : mieux comprendre les différents modes d'élevage et de consommation, règles de commerce et de l'industrie agroalimentaire, du médicament pour une meilleure prise en compte de la diversité des situations et des connaissances. Cela aiderait certainement à envisager des régulations publiques qui soient plus pertinentes, cohérentes et adaptées (taxes, renforcement des contrôles...). À quand donc une collaboration OIE/OMS/FAO et IPBES ... ?

## **Conclusion**

Les crises sanitaires, locales ou internationales, s'accroissent, s'enchaînent et se ressemblent toutes, malheureusement. Alors, sur quels savoirs fonder les politiques publiques au service d'une santé ?

Quitter une approche par secteur d'expertise pour une approche holistique des phénomènes qui touchent à la biodiversité et à la santé semble incontournable pour enfin casser ce cycle infernal: Faire interagir les sciences sociales, économiques, écologiques et bien évidemment la santé animale et humaine, tout en intégrant les gens du terrain, les locaux fait partie des solutions qui aideront les politiques à prendre des décisions éclairées.

Il est souhaitable que la recherche continue d'être soutenue à la hauteur des enjeux pour générer les données qui seront synthétisées dans cette approche globale pluridisciplinaire.

Enfin, une éducation citoyenne d'envergure et pertinente sur ces sujets complexes est nécessaire pour une bonne compréhension, participation et adhésion aux solutions proposées.